

Forum de la Régulation 2009

1-2 décembre 2009, Paris

**Les défis analytiques et pratiques posés aux économistes par les crises
et les problèmes de régulation : terrains et méthodes en question**

Jean-Marie Harribey

Maître de conférences

Université Bordeaux IV

Gretha

Avenue Léon Duguit 33608 Pessac cedex

<http://harribey.u-bordeaux4.fr>

harribey@u-bordeaux4.fr

**Crise globale, développement soutenable
et conceptions de la valeur, de la richesse et de la monnaie**

La crise qui a éclaté en 2007-2008 peut être analysée comme une crise de la globalisation, ce processus qui, depuis deux siècles d'accumulation capitaliste, arrive à un point jamais atteint : le processus de la marchandisation, c'est-à-dire de la soumission de toutes les activités humaines à l'exigence de profit, happe tous les moments de la vie des individus, dans le travail et hors du travail. Lorsque l'exploitation du travail passe un certain seuil, la finance plane hors-sol et finit par s'écraser. La financiarisation du capitalisme n'a fait qu'exacerber la contradiction entre le passage obligé par le circuit *capital argent-capital productif-capital argent supérieur* (le célèbre A-P-A' de Marx) et la tentation permanente mais illusoire d'éviter celui-ci pour aller directement au but A-A'.

La crise est également globale car, pour mener à bien son entreprise d'accumulation infinie, le capitalisme a mis en coupe réglée la nature, au point de s'approcher du moment où les bornes mises par la biosphère à l'expansion de la production et de la consommation matérielles seront atteintes. Ces deux phénomènes sont liés par la dynamique même du capitalisme, tout en n'étant pas réductibles l'un à l'autre : l'affrontement capital/travail structure le monde mais le saccage de la nature ne s'y résume pas.

Nous ne sommes plus en 1972, date de la première conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement et date de la parution du Rapport au Club de Rome, ni en 1987, année où fut publié le Rapport Brundtland, ni en 1992 qui vit l'ONU réunir la deuxième conférence sur l'environnement et le développement. Il ne suffit donc plus de souligner combien la question environnementale est vitale pour l'avenir des sociétés, car les contradictions de l'accumulation capitaliste ont franchi une nouvelle étape. La décennie 2000 se termine par une crise majeure dont les différents aspects s'emboîtent et se renforcent mutuellement : crise financière, crise sociale, crise alimentaire, crise économique et crise écologique.

Lorsque furent imposés à nombre de pays du Sud les plans d'ajustement structurel, il était postulé par les institutions financières internationales et par la plupart des économistes *mainstream* que les mécanismes de marché, devant allouer optimalement les ressources, conduiraient tous ces pays sur la voie du développement. Leur intégration dans le marché mondial en était la condition nécessaire et suffisante. En privatisant les embryons de services publics ou de systèmes de protection sociale, la distribution de l'eau, en abaissant toutes les barrières douanières, en affectant les meilleures terres aux cultures d'exportation et non aux cultures vivrières, la doxa dominante accréditait l'idée que le développement économique des pays pauvres, c'est-à-dire leur enrichissement, s'identifiait à la marchandisation de toutes les activités.

D'un autre côté, grandissait la volonté de canaliser l'épargne des salariés des pays développés vers les marchés financiers, via les compagnies d'assurance et les fonds de pension, tandis que les systèmes collectifs d'assurance maladie et de retraites étaient amoindris. De manière similaire, la mise en place du protocole de Kyoto, par le biais duquel se crée progressivement une « finance carbone » propice à favoriser un nouveau type de spéculation, s'inscrivait dans le même mouvement : hors du marché, point de salut.

Las ! L'éclatement de la crise globale/crise de la globalisation remet au grand jour le caractère fétiche de la finance, tel que l'avait analysé Marx. L'insoutenabilité, tant sociale qu'écologique, du mode de développement dominant dans le monde oblige aujourd'hui à reprendre un programme théorique autour des concepts de valeur, de richesse et de monnaie, en sorte de revisiter le projet de soutenabilité du développement dans ses multiples dimensions.

Nous proposons ici de contribuer à ce programme et cela dans trois directions. D'une part, la crise actuelle n'a pas, tout au moins dans ses aspects financiers, donné lieu à une

disparition de richesse, la valeur des titres financiers n'étant que du capital fictif. À cette occasion, nous procéderons à un réexamen critique des thèses faisant du mimétisme auto-référentiel la clé de voûte de la compréhension de la valorisation financière. D'autre part, la volonté de donner un prix monétaire à la nature, qui constitue la problématique essentielle des principales écoles de l'économie de l'environnement, est révélatrice de l'impasse théorique, épistémologique et politique de la soutenabilité faible. Nous essaierons de montrer qu'un retour aux fondements de la critique de l'économie politique pourrait être une voie de sortie de crise de la pensée économique. Enfin, et c'est le troisième aspect, il se pourrait bien que pour atteindre les deux objectifs précédents, il faille à nouveau montrer, dans une perspective se rattachant à Marx et à Keynes, la nature sociale de la monnaie.

1. La finance fétiche

À l'encontre de la thèse néoclassique de l'efficacité des marchés, s'est développée au cours des deux dernières décennies une théorie qui s'est attachée à renouveler la compréhension des mécanismes boursiers, notamment de la valeur des actions et autres actifs financiers. À partir d'une idée originale de Keynes, qui avait expliqué le comportement moutonnier des agents économiques dans une situation d'incertitude, le prix des actions en Bourse serait le résultat d'un mimétisme qui produirait le résultat attendu par la majorité. C'est ce qu'on appelle un phénomène auto-référentiel : ça monte parce que tout le monde croit que ça va monter, ça baisse pour la raison inverse. Il n'y aurait donc plus aucun critère objectif « fondamental » expliquant les aléas de la Bourse. Ainsi a pu être théorisée l'écart croissant, dans les périodes de bulles financières, entre la valorisation boursière et la réalité de la production dans les entreprises.

Deux économistes français, Michel Aglietta et André Orléan ensemble [1988, 1998, 2002] et André Orléan seul [1999, 2004, 2006] dans des travaux reconnus, ont défriché ce terrain au cours des vingt dernières années. Ils ont développé une analyse de la monnaie et de la finance en opposition radicale avec toutes les conceptions habituelles. La valeur des actifs financiers n'aurait plus rien avoir avec des « fondamentaux objectifs », tels que l'anticipation des profits réels produits par les travailleurs dans les entreprises, qui donneront lieu à paiement de dividendes. Par extension, la valeur des marchandises elles-mêmes ne dépendraient plus des conditions de production. Seules des considérations subjectives, amplifiées jusqu'à l'extrême par les comportements moutonniers, seraient à l'œuvre.

À la base de cette analyse, il y a une conception de la monnaie tout à fait originale. Aglietta et Orléan¹ soutiennent que la monnaie est une institution sociale précédant les échanges, et non pas comme le croient les libéraux une conséquence de leur multiplication, le troc devenant trop mal commode. En effet, acceptée par tous, la monnaie est à la fois expression du désir de richesse et lien social.

Il est donc nécessaire de revenir sur le statut de la monnaie, en tant qu'opérateur social d'homogénéisation. Nous acceptons l'idée de départ d'Aglietta et d'Orléan [2002, p. 35] : « L'analyse que ce livre cherche à développer part de l'hypothèse qu'il n'est d'économie marchande que monétaire. Nous voulons dire par là que tout rapport marchand, même dans sa forme la plus élémentaire, suppose l'existence préalable de monnaie. Ou bien encore, d'une manière plus concise et plus directe, le rapport marchand est toujours un rapport monétaire. » Il faudra tout de même savoir si cela implique le rejet de toute théorie de la valeur. Orléan poursuit en disant : « On nommera "richesse", ces biens hypothétiques qui font l'objet d'un désir généralisé de la part des acteurs. [...] Cette analyse se prête volontiers à l'interprétation

¹ Pour une discussion de l'approche d'Orléan, voir Harribey J.M. [2001].

spinoziste avancée par Frédéric Lordon. Car si le conatus est "l'intérêt à effectuer ses puissances et à les augmenter" comme l'écrit cet auteur, alors, dans l'ordre marchand, il a précisément pour finalité l'appropriation de la richesse. Dans la richesse, c'est l'accès à la généralité qui est recherché par les producteurs-échangistes aux fins d'accroître leur puissance d'être. Il s'ensuit que la lutte des conatus marchands est d'abord une lutte pour la richesse. » La généralité du désir de richesse, née « des contraintes sociales marchandes » s'exprime donc par l'« élection » de la monnaie au rang de richesse universellement reconnue. Dès lors il ne peut y avoir pour cette richesse qu'une définition « autoréférentielle ».

Examinons l'enchaînement de ces propositions.

Tout rapport marchand est monétaire. Oui, mais la réciproque n'est pas vraie, car ce qui est monétaire n'est pas forcément marchand. Donc il existe un espace pour le développement d'une espace non marchand dans la société.

Si la monnaie, richesse par excellence, est définie de manière purement autoréférentielle, comment se fait-il qu'elle ne puisse être créée à l'infini et que toute création excessive dégénère en crise ? Orléan ne confond-il pas le *fait monétaire*, notamment le choix (l'élection) de tel bien comme monnaie, qui résulte de l'unanimité dont il parle et de la validation politique, avec la *hauteur* à laquelle les marchandises apportées sur le marché vont tenter de s'approprier la monnaie-richesse ? Orléan croit se débarrasser définitivement de la théorie de la valeur de Marx ainsi : « À la question "Pourquoi les biens s'échangent-ils ? ", cette théorie répond : "Parce qu'ils contiennent de la valeur », tandis qu'à la question : "Selon quel rapport les biens s'échangent-ils ? ", elle répond : "Selon le rapport de leurs valeurs ". Mais Marx répond quelque chose d'un peu différent : les biens s'échangent parce qu'ils contiennent de la *valeur*, certes, mais ils s'échangent selon leur *valeur d'échange*². Le distinguo entre valeur et valeur d'échange, pas toujours présent d'ailleurs dans l'œuvre de Marx, est subtil, mais il est susceptible d'éclairer la différence entre l'aspect qualitatif de la valeur (la forme sociale que revêt le produit du travail) et son aspect quantitatif (sa grandeur). Autrement dit, le fait que l'objectivation de la valeur abstraite (concept qu'accepte Orléan) ne puisse se réaliser sans une monnaie pré-existante n'implique pas une rupture entre valeur et sa source, le travail.

Le choix d'un bien comme monnaie résulte-t-il seulement d'une imitation des individus entre eux ? La monnaie est élue équivalent universel parce qu'elle est garantie par la puissance publique, et elle n'a de valeur que si, parallèlement, un travail productif est effectué. En abandonnant toute théorie de la valeur fondée sur le travail, on ne peut voir dans les excès de la finance qu'un phénomène uniquement autoréférentiel qui s'entreprendrait de lui-même sans aucun lien avec ce qui se déroule dans la production. Cette croyance empêche de voir la crise globale actuelle comme une crise de l'ordre social imposé par le capital, et conduisait naguère Aglietta, au sujet des retraites, à croire que « la finance était capable de transférer dans le temps des richesses réelles ». La finance est seulement capable de transférer dans le temps la *propriété* des richesses. Encore faut-il que celles-ci soient produites. Chassez l'auto-régulation des marchés par la porte, elle rentre par la fenêtre du mimétisme. Si Orléan a sans doute raison de penser que sa position s'écarte de celle de Marx, il n'est pas certain qu'elle ne s'écarte pas en même temps de celle de Keynes, dont pourtant les conventionnalistes se réclament, qui, bien que très réservé à l'égard de Marx et des classiques, n'oubliait pas le travail derrière les conventions et le mimétisme quand il écrivait [1969, p. 223] :

« Au lieu de dire du capital qu'il est productif il vaut beaucoup mieux dire qu'il fournit au cours de son existence un rendement supérieur à son coût originel. Car la seule raison pour laquelle on peut attendre d'un bien capital qu'il procure au cours de son

² Voir à ce sujet I. Roubine [2009]

existence des services dont la valeur globale soit supérieure à son prix d'offre initial, c'est qu'il est rare ; et il reste rare parce que le taux d'intérêt rattaché à la monnaie permet à celle-ci de lui faire concurrence. À mesure que le capital devient moins rare, l'excès de son rendement sur son prix d'offre diminue, sans qu'il devienne pour cela moins productif – au moins au sens physique du mot.

Nos préférences vont par conséquent à la doctrine pré-classique que c'est le travail qui produit toute chose, avec l'aide de l'art comme on disait autrefois ou de la technique comme on dit maintenant, avec l'aide des ressources naturelles, qui sont libres ou grevées d'une rente selon qu'elles sont abondantes ou rares, avec l'aide enfin des résultats passés incorporés dans les biens capitaux, qui eux aussi rapportent un prix variable selon leur rareté ou leur abondance. Il est préférable de considérer le travail, y compris bien entendu les services personnels de l'entrepreneur et de ses assistants, comme le seul facteur de production ; la technique, les ressources naturelles, l'équipement et la demande effective constituant le cadre déterminé où ce facteur opère. Ceci explique en partie pourquoi nous avons pu adopter l'unité de travail comme la seule unité physique qui fût nécessaire dans notre système économique en dehors des unités de monnaie et de temps. »

D'ailleurs Orléan écrit dans un texte récent : « La thèse que nous défendrons est que cette crise a pour origine la primauté accordée à la finance de marché. Plus précisément, la cause des désordres se trouve dans l'instabilité propre aux marchés financiers, à savoir leur incapacité à faire en sorte que les évolutions de prix soient maintenues dans des limites raisonnables, à la hausse comme à la baisse. »³ Que sont ces limites raisonnables, sinon quelques références fondamentales données par le système productif ?

L'actualité récente a permis de trancher le débat. « Verser ou non des dividendes : le dilemme des sociétés en 2009 », titre *Le Monde* du 15 janvier 2009. Monsieur Urs Peyer, professeur de finance à l'INSEAD, déclare : « les entreprises verseront un dividende plus faible que l'an passé, mais elles le verseront quand même pour éviter d'envoyer un signal trop négatif au marché ». Exit la théorie du mimétisme absolu. Exit la théorie qui prétendait qu'aucun « fondamental » ne gouvernait l'économie et la finance. Exit la croyance que l'on pouvait se passer d'une théorie objective de la valeur, surtout celle de Marx ! Et il n'est pas sûr que, déjà, Aglietta [2009] ne mette pas un bémol à la thèse élaborée avec Orléan au vu de la crise : « Marx a une analyse de l'argent extraordinaire. » Et, à propos de la spéculation : « Cette montée aux extrêmes se traduit par une bulle spéculative qui n'est que la forme moderne du capital fictif analysé par Marx. » Et un courtier actuel avoue : « Autre problème posé par les marchés financiers, on ne peut pas dire que la dernière transaction faite à un certain niveau représente la valeur d'une entreprise. Alcatel ne vaut pas la dernière transaction à cinq minutes avant la clôture qui vous donne le prix à la clôture. C'est un échange qui s'est fait. Derrière il n'y a pas de destruction monétaire ! »⁴

La boucle est ainsi bouclée. La crise financière nous avait montré que si les bulles finissent toujours par éclater, c'est bien parce que la valeur économique réelle ne peut être créée que par le travail. La dégradation de la condition salariale, c'est-à-dire l'augmentation de l'exploitation de la force de travail, avait nourri la financiarisation. Mais elle avait atteint un point au-delà duquel la finance planait au-dessus du vide. Aujourd'hui, nous avons sous les yeux la démonstration de la réciproque : les dirigeants d'entreprise verseront des dividendes pour signifier à leurs actionnaires que la réalité objective n'est pas si mauvaise que ça, puisque...ils vont se dépêcher à mettre en place des « plans sociaux... »

La crise financière qui a éclaté aux États-Unis en 2007 à partir des crédits hypothécaires *subprimes* entre-t-elle donc dans le cadre des catégories de Marx ? Non, dira-t-on, si l'on s'en

³ Orléan A. [2009, p. 14].

⁴ Parisot C. [2009].

tient à une description des mécanismes financiers dont la sophistication n'a d'égale que leur capacité à engendrer des catastrophes foudroyantes parce que des techniques comme la titrisation ou des structures telles que les marchés de produits dérivés ont engendré les seuls effets qu'on pouvait en attendre : une spéculation sans bornes et, au final, l'effondrement boursier. Mais la réponse est tout autre si l'on relie la financiarisation à l'instauration d'un nouvel ordre social, c'est-à-dire à la destruction d'un type de rapport salarial entouré d'un droit du travail et d'une protection sociale et à son remplacement par un autre type de rapport fait de précarité et de flexibilité. Le délabrement de la condition salariale dans le dernier quart du XX^e siècle et le début du XXI^e a été le terreau de l'enrichissement faramineux des classes possédantes. Dans une spirale qui semblait ne pas avoir de fin, celui-ci a permis l'expansion d'un mode d'accumulation financière qui croyait pouvoir planer perpétuellement dans un monde virtuel, en vertu d'on ne sait quel miracle autoréférentiel s'affranchissant de tout contact avec la réalité. Hélas, pour les heureux capitalistes et leurs mandataires banquiers et financiers, ce modèle a explosé parce que la finance ne pouvait vivre continuellement hors-sol, l'exploitation de la force de travail ayant une limite.

Le fétichisme de la finance est ainsi mis au grand jour dans les termes mêmes où Marx les avait prononcés en parlant du capital fictif [1968, p. 1193-1195] :

« L'absurdité de la mentalité capitaliste atteint ici au comble : au lieu d'expliquer la valorisation du capital par l'exploitation de la force de travail, on explique au contraire la productivité de la force de travail en attribuant à celle-ci cette qualité mystique d'un capital productif d'intérêt. [...] Constituer du capital fictif s'appelle capitaliser. On capitalise toute recette périodique, en la calculant, selon le taux d'intérêt moyen, comme un revenu que rapporterait un capital prêté à ce taux. Par exemple, si le revenu annuel est de 100 £ et le taux d'intérêt est de 5%, les 100 £ représenteraient l'intérêt annuel de 2000 £ et ces 2000 £ sont considérées comme la valeur-capital du titre de propriété sur ces 100 £ annuelles. Pour l'acheteur de ce titre, le revenu annuel de 100 £ représente effectivement l'intérêt de son capital placé à 5 %. Toute relation avec le véritable processus de valorisation du capital a ainsi disparu et l'idée d'un capital qui fructifie automatiquement s'en trouve renforcée. [...] Le mouvement autonome de la valeur de ces titres de propriété, effets publics aussi bien qu'actons, accrédite l'illusion qu'ils constituent un capital réel à côté du capital ou du droit qu'ils ne font que consigner. En effet, ils se changent en marchandises dont le prix obéit à un mouvement et à des lois qui lui sont spécifiques. Leur valeur marchande est déterminée autrement que leur valeur nominale sans qu'il y ait changement dans la valeur du capital réel (dont cependant la valorisation peut se modifier). D'une part, leur valeur marchande varie avec le montant et la sécurité des revenus auxquels ils donnent droit. D'autre part, la valeur marchande de ces papiers est souvent affaire de spéculation, puisqu'elle est déterminée non seulement par le bénéfice réel de l'entreprise, mais par le bénéfice escompté, que l'on calcule par anticipation. Mais en supposant que le capital s'accroisse de manière constante [...], le prix de ces titres montera ou baissera en raison inverse du taux d'intérêt. Leur valeur est toujours du simple revenu capitalisé, c'est-à-dire du revenu calculé au taux d'intérêt existant sur la base d'un capital illusoire. »⁵

En bref, la finance capitaliste ne peut s'exonérer de la loi de la valeur que Marx a énoncée : seul le travail crée de la valeur, et le profit monétaire – tiré de la réalisation sur le marché de la plus-value provenant du surtravail – est réparti parmi la classe capitaliste au prorata du capital engagé.⁶ Tout le reste n'est qu'illusion, notamment la prétendue autonomie de la finance par rapport à la sphère productive ou encore l'existence de deux capitalismes,

⁵ Sur ce point, voir Harribey J.M., « Correspondance inédite entre Keynes et Marx », *Libération*, 19 novembre 2008, repris dans Harribey J.M. [2009-a].

⁶ La longue controverse sur le passage des valeurs-travail aux prix de production a trouvé son point d'orgue dans une solution typiquement marxienne présentée par Gérard Duménil et Duncan Foley [2006].

l'un industriel vertueux, l'autre financier parasite et vorace. En effet, cette opposition est fautive. Parce que la dégradation des rapports sociaux dans l'économie productive dite réelle a nourri la financiarisation pendant trente ans : moins de salaires et de protection sociale, c'était plus de profit pour les actionnaires. Et parce que la sphère financière est un élément nécessaire à la circulation du capital qui met les travailleurs en concurrence, et qu'en retour la valorisation financière ne peut se réaliser sans la sphère productive. La financiarisation du capitalisme n'a fait qu'exacerber la contradiction entre le passage obligé par le circuit *capital argent-capital productif-capital argent supérieur (A-P-A')* et la tentation permanente mais illusoire d'éviter celui-ci pour aller directement au but A-A', sans passer par la case travail. Il ne restera plus à Keynes qu'à dire que la liquidité ne peut être vraie simultanément pour tous les porteurs d'action.

À l'époque de Marx, les salariés n'avaient pas encore conquis le droit à la retraite. Avec un aplomb inimitable, les porte-parole des compagnies d'assurance et des fonds de pension exercent une pression énorme pour que les gouvernements substituent des systèmes de retraites par capitalisation aux systèmes par répartition⁷, au motif que « Le passage complet à un régime financé par capitalisation résout, en principe, toutes les questions de motivation et la plupart des questions de répartition. Il résout aussi celles relatives à l'épargne, à l'équité entre les générations et à la formation de marchés de capitaux, auxquelles la réforme axée sur le financement par répartition ne peut répondre [...] »⁸. La déconfiture totale des fonds de pension ayant englouti l'épargne de leurs souscripteurs dans la frénésie financière de ces dernières années est la réponse criante à la stérilité intrinsèque du capital hors de sa mise en œuvre par la force de travail. En même temps, elle est révélatrice de l'imaginaire bourgeois fantasmant sur l'impossible émancipation du capital par rapport au travail.

2. Aux origines de la valeur et de la richesse

Nous sommes donc revenus aux fondamentaux de l'économie politique et de la critique de celle-ci. Ils sont impossibles à contourner au moment où la crise globale du capitalisme et de son modèle de développement productiviste oblige à repenser les finalités de la production et du travail et la conception même de la richesse et de la valeur.

L'abandon de l'hypothèse des rendements constants pour celle de rendements croissants a permis à la théorie néoclassique de la croissance de se rajeunir en intégrant l'idée que la croissance était « endogène ». La croissance du revenu par tête pourrait croître indéfiniment grâce à l'accumulation de savoir, parce que la connaissance ne connaît pas de limites. Les économistes n'ayant pas renoncé *in fine* au modèle d'équilibre général n'ont pas manqué d'utiliser cette thèse pour contourner l'obstacle de l'irréalisme de la substitution infinie du capital manufacturé au capital naturel en voie d'épuisement. Ainsi, Jean-Paul Fitoussi et Eloi Laurent [2008, p. 14 et 54] affirment-ils que sont inversement corrélées « la décumulation des stocks de ressources épuisables ou la dénaturation tout aussi irréversible de certains fonds environnementaux d'un côté, l'accumulation des savoirs et des techniques de l'autre ». Ils en concluent [p. 54] : « On peut donc décider d'une croissance aussi forte que l'on veut (donc d'un prélèvement correspondant sur les stocks de ressources) à condition de disposer d'un niveau de connaissances suffisant pour assurer la pérennité du système. »⁹

Le problème est que le modèle de la croissance endogène de Romer [1986] suppose des rendements croissants par la vertu des externalités engendrées par le savoir croissant, à

⁷ Le gouvernement français s'apprête à instaurer un régime par points ou par compte notionnels dès qu'il aura reçu le rapport du Conseil d'orientation des retraites en préparation. Sur ce projet, voir Harribey J.M. [2009-c].

⁸ Holzmann R. [2000, p. 23].

⁹ Pour une discussion de la thèse de Fitoussi et Laurent, voir Harribey J.M. [2008-b].

partir d'un stock de facteurs de production classiques, travail et capital, qui soit constant. Or, Fitoussi et Laurent, comme tous ceux qui croient pouvoir contourner l'épuisement des ressources naturelles, raisonnent comme si le savoir pouvait se substituer aux ressources.

D'autres travaux ont essayé de fonder une économie politique écologiste en déclarant intégrer les principes de la thermodynamique. Ainsi, Robert Ayres [2000, 2001], Dietmar Lindenberger et Reiner Kümmel [2002], relayés en France par Yves Cochet [2005]¹⁰, ont prétendu réfuter la théorie néo-classique en proposant une fonction de production Cobb-Douglas intégrant l'énergie à côté du capital et du travail. Or, le principe de cette introduction avait été posé par les pionniers des modèles de croissance néo-classiques des années 1950 à 1970, notamment Robert Solow [1956] et Joseph Stiglitz [1974], dans le but explicite d'introduire l'environnement dans le modèle d'équilibre général, et c'est précisément ce qu'il conviendrait de leur reprocher. Car, loin d'amorcer une critique de la théorie économique dominante, cette introduction en est le parachèvement en même temps que l'image de son impasse totale.

La théorie néo-classique assimile la répartition de l'output entre les propriétaires des facteurs de production, obtenue à partir d'une fonction de production à rendements constants, à la contribution productive de chaque facteur. Cela participe de la croyance selon laquelle le capital créerait de la valeur, que sa rémunération correspondrait à son apport productif et que, comme tout « facteur », comme toute variable introduite dans la fonction, la nature créerait aussi de la valeur, croyance qui est une fiction.¹¹

L'eau, l'air, l'énergie, le soleil, les bactéries sont à la base de la vie et donc de la vie économique. Et de la valeur produite ? Non. S'il en était autrement, il faudrait élaborer une théorie sur les bactéries. Donc, les physiocrates du XVIII^e étaient enfermés dans la vision de leur époque, une économie agricole, et ils attribuaient à la nature ce qui relevait du travail humain. A la nature reviennent les rayons de soleil, au travail la création de valeur économique. C'est le mérite d'Adam Smith d'avoir balayé les illusions physiocratiques au vu des transformations qu'il avait sous les yeux. L'économie agricole nous a donné Quesnay et la physiocratie, l'économie industrielle nous a donné Smith et une ébauche de théorie de la valeur. Bel exemple de démarche matérialiste au sens méthodologique. Ce qui ne vaut pas quitus pour les dégâts engendrés par l'industrie. Et ce qui ne signifie pas l'oubli de la nécessité des ressources naturelles pour produire et de la nécessité de les préserver pour l'avenir.

À l'opposé des affirmations d'un certain courant de l'écologie politique, il faut redire que la nature a une valeur d'usage qui est incommensurable à toute valeur économique : en l'état naturel, les ressources dites naturelles *sont de la richesse* mais *n'ont pas de valeur monétaire*.

Il y a donc ici quatre niveaux de compréhension :

- les ressources naturelles sont des richesses ;
- elles n'acquièrent éventuellement de valeur économique que par l'intervention du travail humain (le pétrole gisant au fond des océans n'a aucune valeur économique s'il est inaccessible ou si l'on ne va pas le chercher ; les rentes de monopoles éventuelles parce qu'il y a eu appropriation d'une ressource sont une fraction du surplus social né du travail productif) ;
- elles ne créent elles-mêmes pas de valeur, tout en étant indispensables à la production de richesse et valeur nouvelles par le travail ;

¹⁰ Pour une critique, voir Harribey J.M. [2005-c].

¹¹ Pour un développement de cette question, voir Harribey J.M. [2005-c].

- si, dans le cadre de l'activité humaine ou en dehors de tout usage, on fait le choix de préserver les équilibres des écosystèmes, c'est au nom de « valeurs » qui ne ressortissent pas à l'économique, mais à l'éthique et au politique.

La clarification de ces points est primordiale parce qu'il n'y a de valeur économique que monétaire. Dès lors, la tâche est de concevoir une régulation qui puisse intégrer les dimensions de l'activité humaine qui prennent la forme non marchande quoique monétaire ainsi que la nécessité de sauvegarder l'équilibre écologique de la planète. En somme, il s'agit d'une régulation concourant à la soutenabilité à la fois sociale et écologique. En quoi la monnaie peut-elle y participer ?

3. La monnaie comme outil de la soutenabilité

Il y a quelque chose de paradoxal à affirmer que la monnaie peut être un outil de la soutenabilité des modes de développement par le biais de la démarchandisation d'une partie des activités humaines et de la préservation des biens publics mondiaux. Il s'agit de consacrer définitivement la monnaie comme l'un des premiers sinon le premier bien public, sans lequel les autres ne peuvent pas exister.

La monnaie est un instrument d'accumulation privée dès l'instant où sa possession en quantité suffisante permet l'achat de la force de travail qui transforme l'argent en capital en perpétuel accroissement. La théorie de Marx, faisant du travail la seule source, sur le plan macro-socio-économique, de la valeur nouvelle trouve avec la crise actuelle, s'il en était besoin, une confirmation éclatante : la finance connaît un collapsus parce qu'elle a imposé un type de rapports sociaux qui ne pouvait qu'aboutir à une difficulté croissante de bouclage macro-économique, telle qu'on l'a vue aux États-Unis.

Mais la monnaie est aussi un bien public parce qu'elle est instituée par la société qui en garantit la validité sur un territoire donné, sans quoi les échanges privés ne pourraient se dérouler, et parce que, grâce à elle, une partie de la richesse peut être socialisée dans les canaux des services non marchands et de la protection sociale. La monnaie est l'*institution sociale* sans laquelle, d'une part, la vente sur le marché de la marchandise ne pourrait avoir lieu, c'est-à-dire la valeur ne serait pas validée en même temps que l'anticipation capitaliste, et sans laquelle, d'autre part, l'anticipation et la validation conjointes des besoins collectifs ne pourraient être inaugurées.¹² La monnaie est bien un opérateur social d'homogénéisation.

Or, dans les discussions autour d'une soutenabilité forte, des confusions sont entretenues sur la monnaie aussi bien chez les contempteurs que chez les zéloteurs de la croissance économique. Le produit intérieur brut (PIB) contient le produit marchand et le produit non marchand. Or, le dernier rapport du Conseil économique, social et environnemental [2009, p. 9] dit : « chaque fois qu'une activité passe du non marchand au marchand, le PIB augmente ». Pourtant, le PIB inclut les activités monétaires non marchandes exercées notamment dans le cadre des administrations publiques d'État (éducation, santé) ou des collectivités locales. Le CESE n'aurait raison que s'il s'agissait d'inclure dans le PIB ce qui relève aujourd'hui du non monétaire, projet qu'il serait alors nécessaire de discuter.¹³

De son côté, Serge Latouche [2006, p. 69] écrit : « Le produit intérieur ou national ne mesure que la "richesse" marchande ou celle qu'on peut lui assimiler. » Plus loin : « L'affaire

¹² Voir Harribey J.M. [2004, 2006].

¹³ Puis, le CESE entretient une ambiguïté sur le loisir en regrettant que le PIB ne tienne « aucun compte du "loisir", c'est-à-dire des activités non monétarisées » (p. 9 et 62). Il n'est pas loin de commettre la même erreur que Stiglitz qui souhaite intégrer dans le PIB la « valeur du loisir et du temps libre ». Or, la richesse du loisir n'est pas de la valeur [Harribey J.M., 2008-d].

est entendue : le PIB/PNB ne mesure que ce que le système capitaliste considère comme richesse et fort mal, voire pas du tout, le bien-être vécu et les "vraies" richesses. » [p. 72]. L'affaire n'est pas entendue, car, sous ces affirmations inexactes, se cachent les confusions entre monétaire et marchand et entre non monétaire et non marchand.¹⁴ Ces confusions sont loin d'être mineures, car elles révèlent une méconnaissance totale de la monnaie, qui est certes un instrument d'exploitation de la force de travail et d'accumulation privée lorsqu'elle est utilisée comme capital, mais qui est aussi un instrument public par le biais duquel peut être organisé le paiement socialisé des services non marchands.

Autrement dit, tant en ce qui concerne la soutenabilité sociale que la soutenabilité écologique, le refus de la marchandisation ne signifie pas nécessairement celui de la monétarisation. Tout se tient donc : une compréhension de la crise globale actuelle, la nature et le statut de la monnaie, la théorie de la valeur, la conception de la soutenabilité comme alternative à l'accumulation capitaliste et à la dégradation écologique planétaire.

La monnaie, en tant que bien public contrôlé par la collectivité, tant au niveau de son émission que de sa destination, est indispensable :

- à la promotion des services non marchands accessible à tous, au Nord comme au Sud, pour réduire les inégalités sociales ;
- à la promotion des investissements écologiques, dès lors qu'on n'abandonne pas au marché la gestion de la planète.

En effet, sur le plan macro-économique, la création monétaire est indispensable à l'extension des activités économiques (qu'elles soient d'ailleurs soutenables ou insoutenables).¹⁵

Illustrons cette problématique par l'exemple des services non marchands en examinant l'idée, quasi universellement répandue, selon laquelle l'activité non marchande est financée par prélèvement sur l'activité marchande des agents privés qui se voit limitée, sous l'effet dit d'éviction (l'investissement public chassant l'investissement privé) et à cause de la montée des taux d'intérêt. La conséquence normative de cette vision est de verrouiller la politique monétaire, notamment en interdisant la monétisation des déficits publics (c'est-à-dire en faisant appel à la création monétaire), obligeant les États à emprunter sur les marchés financiers. Ainsi en est-il des normes édictées au sein de l'Union européenne, depuis le Traité de Maastricht jusqu'au Traité de Lisbonne, et que les mesures récentes adoptées contre la crise financière n'ont pas remises en cause.

Il n'existe aujourd'hui aucun corpus théorique capable de déchirer le voile idéologique du discours économique libéral sur les « prélèvements obligatoires ». Même la théorie marxiste traditionnelle, *a priori* peu suspecte de complaisance à l'égard de sa rivale, échoue parce qu'elle reste le plus souvent accrochée à un dogme : les services non marchands sont financés par un prélèvement sur la plus-value produite dans le secteur capitaliste. Par conséquent, les travailleurs de ces services sont déclarés improductifs¹⁶. Penser dans ces conditions la démarchandisation est impossible puisque la « non marchandise » dépendrait de l'existence de la marchandise.

L'enjeu est donc de forger un outil conceptuel alternatif. Pour cela, il faudra passer par une déconstruction systématique de la vision habituelle, finalement partagée tant par les libéraux que par une large fraction des penseurs se réclamant de Marx. Car, même si l'analyse de la marchandise ouverte par Marx au début du *Capital* donne les outils pour critiquer la marchandisation du monde, le marxisme traditionnel a laissé en jachère ce qui pourrait en constituer le rempart. Il s'agit donc d'élaborer une économie politique critique dont l'objet est

¹⁴ . André Gorz [2008, p. 125] commet la même erreur : « Le PIB ne connaît et ne mesure les richesses que si elles ont la forme de marchandises. »

¹⁵ Pour une formalisation du bouclage macro-économique, voir Harribey J.M. [2009-b]

¹⁶ Même André Gorz, pourtant critique à l'égard du marxisme traditionnel, adhère à cette vision [2008, p. 127].

de théoriser une sphère non marchande ayant pour vocation de s'étendre au fur et à mesure que les rapports de forces tourneraient à l'avantage du travail face au capital.

La première étape consiste à montrer que, loin d'affaiblir l'économie, une production non marchande s'ajoute à la production marchande. La théorie keynésienne avait déjà indiqué que, en situation de sous-emploi, l'intervention de l'État déclenche un effet multiplicateur, par la seule vertu d'une propension marginale à consommer inférieure à 1, et qui est d'autant plus fort que les revenus sont bas : plus les revenus sont bas, plus la proportion dépensée en consommation est importante et joue en faveur de l'activité. Trygve Haavelmo [1945] avait ajouté que cette intervention est bénéfique même si la dépense publique supplémentaire est réalisée à budget équilibré. Mais, jusque-là, on n'a pas encore évacué l'idée que le financement d'une activité non marchande proviendrait d'un prélèvement sur le fruit de l'activité marchande.

Pour y parvenir, plaçons-nous dans une hypothèse irréaliste aujourd'hui, mais qui vaut pour la logique d'un raisonnement « à la limite », dans une perspective dynamique. Supposons que la sphère non marchande s'élargisse progressivement et que le paiement des biens et services qui y sont produits soit socialisé par l'impôt. Si la part de cette sphère dans la production totale tendait vers le maximum de 100 %, il serait impossible de considérer que son financement est assuré par un prélèvement sur une sphère marchande en voie de disparition.

La thèse selon laquelle une activité en croissance est financée par une autre activité en régression relative étant ainsi logiquement réfutée, on doit généraliser ce résultat et en conclure à la vacuité de toutes les thèses qui font de la production marchande la source, à un instant donné et dans le temps, de la production non marchande. De la même manière, on mesure l'insigne faiblesse de la conception ayant prévalu en Union soviétique pour n'inclure dans l'activité productive que le produit matériel, considérant que les services ne faisaient pas partie de la production.

En effet, il n'existe pas de caractère productif du travail en soi. Celui-ci ne se définit qu'au regard des rapports sociaux existants. Il faut donc renouer avec des concepts anciens, mais toujours pertinents, fondés sur une double distinction. D'abord celle établie par Aristote entre valeur d'usage (la capacité à satisfaire un besoin) et valeur d'échange (la capacité à permettre l'accumulation) : la première représentant une richesse non réductible à la seconde¹⁷. Ensuite la distinction que faisait Marx entre procès de travail en général et procès de travail capitaliste, c'est-à-dire entre travail productif de valeurs d'usage et travail productif de valeur marchande et de plus-value pour le capital.

Ainsi, dans toutes les sociétés capitalistes contemporaines, se combinent trois formes de mise en œuvre des capacités productives. La première, dominante, concerne le travail salarié qui aboutit à une production de valeur marchande destinée à grossir le capital. La deuxième concerne le travail salarié dans les administrations produisant des valeurs d'usage monétaires bien que non marchandes (éducation et santé publiques). Enfin, il existe un troisième pan de l'activité humaine, dans la sphère domestique ou dans le domaine associatif, dont le produit est non monétaire. L'idée soutenue ici est que les deux dernières ne sont pas nées d'une soustraction au produit de la première, ni à celui du travail indépendant¹⁸.

Revenir à Marx, avons-nous dit, mais aussi à Keynes en généralisant son concept d'anticipation. Les entreprises privées décident de produire quand elles anticipent des débouchés qui répondent à des besoins solvables pour leurs marchandises. Elles réalisent alors des investissements et mettent en circulation des salaires. La vente sur le marché valide cette

¹⁷ Aristote [1993].

¹⁸ Le fait que les gains de productivité soient généralement plus faibles dans les services, marchands ou non, particulièrement les services aux personnes, que dans l'industrie ne doit pas être confondu avec le caractère productif lui-même. C'est cette confusion que, selon nous, commet implicitement Gorz [2008, p. 149].

anticipation, la mévente la sanctionnerait. Quant aux administrations publiques, anticipant l'existence de besoins collectifs, elles réalisent des investissements publics et embauchent aussi. La validation est alors effectuée *ex ante* par une décision collective et se confond avec l'anticipation.

Dans les deux cas, l'injection de monnaie sous forme de salaires et d'investissements privés et publics lance la machine économique et engendre la production de biens privés marchands et de biens publics non marchands. De la même façon que les salaires versés vont *ensuite* être dépensés pour acheter les biens marchands, le paiement de l'impôt vient, *après* que les services collectifs sont produits, exprimer l'accord de la population pour que soient assurées de façon pérenne l'éducation, la sécurité, la justice et les tâches d'administration publique. L'anticipation de services non marchands et leur production par les travailleurs des administrations publiques précèdent donc logiquement leur « paiement » de type collectif par les usagers.

L'expression « les impôts financent les dépenses publiques » est trompeuse. L'ambiguïté provient de la confusion entre *financement* et *paiement*. La production capitaliste est financée par les avances de capital en investissements et salaires, avances dont la croissance sur le plan macro-économique est permise par la création monétaire ; et les consommateurs paient. Quel rôle joue l'impôt vis-à-vis de la production non marchande ? Il en est le paiement socialisé. Le contribuable ne « finance » pas plus l'école ou l'hôpital que l'acheteur d'automobile ne « finance » les chaînes de montage d'automobiles. Car le financement est préalable à la production, que celle-ci soit marchande ou non marchande. Et le paiement, privé ou socialisé, lui est postérieur. Enfin, l'activité productive supplémentaire engendre un revenu supplémentaire et donc une épargne supplémentaire qui vient s'ajuster à l'investissement supplémentaire déclencheur, tant privé que public.

Il convient donc d'apporter une réponse logique à un problème d'ordre également logique : l'économie capitaliste étant une économie monétaire, pourrait-on effectuer des prélèvements sur une base qui n'aurait pas encore été produite et, pis, qui devrait résulter de ces prélèvements ? Puisque c'est logiquement impossible, le retournement s'impose : la production non marchande et les revenus monétaires qui y correspondent précèdent les prélèvements. Autrement dit, et c'est là le point crucial pour renvoyer au musée des idéologies le discours libéral : *les travailleurs des services non marchands produisent le revenu qui les rémunère*.

Certes, le paiement de l'impôt permet – tout comme les achats privés des consommateurs – au cycle productif de se reproduire de période en période. Mais il y a deux impensés dans l'idéologie libérale. Premièrement, ce sont les travailleurs du secteur capitaliste – et non pas les consommateurs – qui créent la valeur monétaire dont une partie sera accaparée par les capitalistes, et ce sont les travailleurs du secteur non marchand – et non pas les contribuables – qui créent la valeur *monétaire* des services *non marchands*. Deuxièmement, au sens propre, le financement désigne l'impulsion monétaire nécessaire à la production capitaliste et à la production non marchande ; l'impulsion monétaire doit être donc distinguée du paiement.

Contrairement à l'opinion dominante, les services publics ne sont donc pas fournis à partir d'un prélèvement sur quelque chose de pré-existant. Leur valeur monétaire, mais non marchande, n'est pas ponctionnée et détournée ; elle est *produite*. Dès lors, dire que l'investissement public évince l'investissement privé n'a pas plus de sens que dire que l'investissement de Renault évince celui de Peugeot-SA ou de Veolia. Prétendre que les salaires des fonctionnaires sont payés grâce à une ponction sur les revenus tirés de la seule activité privée n'a pas plus de portée que si l'on affirmait que les salaires du secteur privé sont payés grâce à une ponction sur les consommateurs. Ce serait ignorer que l'économie capitaliste est un circuit dont les deux actes fondateurs sont la décision privée d'investir pour

produire des biens et services marchands et la décision publique d'investir pour produire des services non marchands. Autrement dit, les « prélèvements obligatoires » sont effectués sur un PIB déjà augmenté du fruit de l'activité non marchande.

Puisque l'impôt n'est pas une ponction sur de la richesse pré-existante, mais le prix socialisé d'une richesse supplémentaire, on ne peut plus se contenter de la considération triviale du « prélèvement » sur le produit marchand (dans la langue libérale) ou sur la plus-value capitaliste (dans la langue marxiste). Certes, le travail et les ressources matérielles affectées à telle activité ne sont plus disponibles pour une autre. Mais il n'y a aucune raison de supposer que le travail affecté à l'une fait vivre l'autre. Les besoins humains sont satisfaits par des valeurs d'usage matérielles ou immatérielles produites sous la coupe du capital ou de la collectivité. Le fait que certaines valeurs d'usage ne s'obtiennent que par la médiation du capital, qui se valorise au passage, n'implique pas que le marchand donne naissance au non marchand. Ni que la valeur monétaire non marchande soit quantitativement incluse dans la valeur monétaire marchande, ce qui est obligatoire dans la vision traditionnelle.

À ce sujet, le fait que les comptes nationaux enregistrent les dépenses publiques comme des consommations ne doit pas faire illusion. D'une part, on analyse ici la dépense publique nette d'infrastructures, d'équipements et de consommations intermédiaires, celle mesurée par les salaires versés et qui constitue donc la contrepartie d'une production nouvelle de valeurs d'usage. D'autre part, il n'y a pas de raison de traiter différemment l'avance de salaires par les entreprises privées et celle faite par les administrations publiques car il s'agit dans les deux cas d'une « dépense » de l'employeur. Toute production entraîne des dépenses – c'est une trivialité de le dire – et tout discours qui l'oublierait serait inconséquent. L'important est de distinguer celles qui permettent un travail productif de plus-value pour le capital validé par le marché et celles qui permettent un travail productif de valeurs d'usage dont la validation tient à un choix collectif démocratique.

À ce stade, l'analyse économique n'a de portée que si elle est replacée dans les rapports sociaux qui sont au cœur de la compréhension du capitalisme. Les riches veulent être moins imposés parce qu'ils ne veulent pas *payer* pour les pauvres. La politique monétaire est verrouillée par la Banque centrale européenne et par les traités européens qui interdisent aux États d'emprunter auprès d'elle pour *financer*¹⁹ les dépenses publiques, c'est-à-dire en faire l'avance. Le rôle de « prêteur en dernier ressort » de la banque centrale est cadencé pour que celui d'« acheteur en dernier ressort » (d'équipements et de force de travail) rempli par l'État soit limité. L'idéologie libérale répugne à ce que la création monétaire *finance* une production qui ne rapporterait pas un profit. Sauf si l'État comble ses déficits en empruntant auprès des détenteurs de capitaux qui, en outre, bénéficient de facilités de crédit bancaire pour prêter ensuite. C'est ainsi que l'équivalent de plus de 80% de l'impôt sur le revenu en France part en intérêts aux créanciers. On comprend aisément pourquoi la politique monétaire, placée hors contrôle politique, ne consiste plus qu'à surveiller le taux d'inflation : non seulement la préservation de la rente financière est cruciale pour les détenteurs de titres financiers, mais il s'agit d'éviter de favoriser une production non marchande de valeurs d'usage inaccessibles au capital.

La richesse non marchande n'est donc pas une ponction sur l'activité marchande, elle est un « plus » provenant d'une décision publique d'utiliser des forces de travail et des équipements disponibles ou soustraits au lucre. Elle est socialisée à un double titre : par la décision d'utiliser collectivement des capacités productives et par celle de répartir socialement

¹⁹ On maintient ici la distinction entre *financer* et *payer*.

la charge du paiement. Insupportable pour l'imaginaire bourgeois, tout particulièrement pour la doxa néolibérale.

L'élucidation de l'énigme de la production non marchande participe à la redéfinition de la richesse et de la valeur, indispensable pour endiguer le processus de marchandisation de la société. La théorie libérale confond richesse et valeur. Et les théories hostiles au capitalisme ne doivent pas rester obnubilées par le fait que ce système tend à réduire toute valeur à celle destinée au capital. Sur ce plan-là, un réexamen critique des catégories utilisées traditionnellement par l'économie politique et par le marxisme est indispensable pour proposer une *économie politique de la démarchandisation*. En bref, se débarrasser du libéralisme économique et d'un certain marxisme pour effectuer un retour au Marx qui définissait la « valeur » comme « *le caractère social du travail, pour autant que le travail existe comme dépense de force de travail "sociale"* »²⁰. La reconnaissance du travail effectué pour répondre à des besoins sociaux hors du champ de la marchandise participe à la maîtrise de la société sur ce que peut être le bien-être, la « vraie » richesse²¹. Et, à ce compte-là, la richesse socialisée n'est pas moins richesse que la richesse privée, au contraire...

Puisque le mouvement du capital est de tout ramener à un projet de valorisation et de tout mesurer à l'aune de la monnaie, il convient, pour précisément contrarier ce mouvement et donner ainsi son plein sens au développement humain de tous les humains, de reformuler une théorie de la monnaie comme bien public. D'une certaine façon, il s'agit aussi de renouer avec l'idée de Mauss : la monnaie est un fait social total. La sortie de crise et le développement soutenable ne peuvent pas se dispenser de cette réflexion.

Bibliographie

- Aglietta M. [2009], « Marx a une analyse de l'argent extraordinaire », *Le Point*, Hors-série « Grandes biographies, Marx », n° 3.
- Aglietta M., Orléan A. [1982], *La violence de la monnaie*, Paris, PUF.
- Aglietta M., Orléan A. [1998], *La monnaie souveraine*, Paris, O. Jacob.
- Aglietta M., Orléan A. [2002], *La monnaie entre violence et confiance*, Paris, O. Jacob.
- Aristote [1993], *Les politiques*, I, 9, 1256-b, Paris, GF-Flammarion.
- Ayres R.U. [2000], « Two paradigms of production and growth », Fontainebleau, Center for the management of environmental resources, INSEAD.
- Ayres R.U. [2001], « The minimum complexity of endogenous growth model : the role of physical resource flows », *Energy-The International J.*, 26, p. 817-838.
- Cochet Y. [2005], « Economie et thermodynamique », *Cosmopolitiques*, n° 9, juin, p. 15-30.
- Conseil économique, social et environnemental (CESE) [2009], « Les indicateurs du développement durable et l'empreinte écologique », Projet d'avis présenté par P. Le Clézio, 11 mai, <http://www.conseil-economique-et-social.fr/rapport/pravi/PA090127.pdf>.
- Duménil G., Foley D. [2006], « The Marxian Transformation Problem », *The New Palgrave Dictionary of Economics*, Palgrave Macmillan, <http://www.jourdan.ens.fr/levy/dfo2006b.pdf>.
- Fitoussi J.P., Laurent E. [2008], *La nouvelle écologie politique, Economie et développement humain*, Paris, Seuil.
- Gorz A. [2008], *Ecologica*, Paris, Galilée.
- Haavelmo T. [1945], « Multipliers effects of a balanced budget », *Econometrica*, vol. 13, octobre, p. 311-318.
- Harribey [1997], *L'économie économe, Le développement soutenable par la réduction du temps de travail*, Paris, L'Harmattan.
- Harribey J.M. [2001], « La financiarisation du capitalisme et la captation de valeur », dans Delaunay J.C.

²⁰ Karl Marx, « Notes critiques sur le *Traité d'économie politique* d'Adolph Wagner », 1880, in *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome 2, 1968, p. 1550.

²¹ De ce point de vue, nous partageons totalement le titre du dernier chapitre du livre de Gorz [2008], « Richesse sans valeur, valeur sans richesse ». Pour un complément, voir Harribey J.M. [1997 et 2008-c].

- (coord.), *Capitalisme contemporain : questions de fond*, Paris, L'Harmattan, p. 67-111, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/monnaie/valeur-captée.pdf>.
- Harribey J.M. [2004], « Le travail productif dans les services non marchands : un enjeu théorique et politique », *Economie appliquée*, Tome LVII, n° 4, décembre, p. 59-96, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/productif-non-marchand.pdf>.
 - Harribey J.M., [2005-a], « Richesse et valeur : un couple qui ne fait pas bon ménage », *L'Homme et la société*, n° 156-157, avril-septembre, p. 27-43, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/couple-richesse-valeur.pdf>.
 - Harribey J.M., [2005-b], « La richesse au-delà de la valeur », *La revue du M.A.U.S.S. semestrielle*, n° 26, second semestre, p. 349-365, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/richeesse+valeur.pdf>.
 - Harribey J.M. [2005-c], « La misère de l'écologie », *Cosmopolitiques*, n° 10, septembre, p.151-158, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/misere-ecologie.pdf>.
 - Harribey J.M. [2006], « Anticipation, financement et paiement du non marchand : trois moments distincts de la dynamique économique », Deuxièmes journées du développement du GRES, Université Bordeaux IV, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/non-marchand.pdf>.
 - Harribey J.M. [2008-a], « Quand le sage montre la lune, le fou regarde le doigt, Quelques propositions pour contribuer au débat sur la richesse », <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/lune.pdf>.
 - Harribey J.M. [2008-b], « La croissance élitiste », *Le Sarkophage*, novembre, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/cr-croissance-elitiste.pdf>.
 - Harribey J.M. [2008-c], « Quand le sage montre la lune, le fou regarde le doigt, Quelques propositions pour contribuer au débat sur la richesse », <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/lune.pdf>.
 - Harribey J.M. [2008-d], « La richesse du loisir n'est pas de la valeur », <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/loisir.pdf>.
 - Harribey J.M. [2009-a], *Raconte-moi la crise*, Lormont, Éditions du Bord de l'eau », <http://www.editionsbdl.com/HARRIBEY%20Jean-Marie%20Raconte-moi%20la%20crise.html>.
 - Harribey J.M. [2009-b], « Expectation, Finacing, and Pymment of Nonmarket Production, Toward a New Political Economy », *International Journal of Political Economy*, p. 58-80, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/ijpe-nonmarket.pdf>.
 - Harribey J.M. [2009-c] : « Retraites : attention au dernier coup de Jarnac », *Lignes d'Attac*, n° 77, septembre, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/retraites/retraites-jarnac.pdf>.
 - Holzmann R. [2000], « L'approche de la Banque mondiale quant à la réforme des pensions », *Revue internationale de sécurité sociale*, janvier-mars, vol. 53, n° 1, p. 13-42.
 - Keynes J.M. [1969], *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, 1936, Paris, Payot.
 - Latouche S. [2006], *Le pari de la décroissance*, Paris, Fayard.
 - Lindenberger D., Kümmel R. [2002], « Energy-Dependent Production Functions and the Optimization Model "PRISE" of Price-Induced Sectoral Evolution », *Int. J. Applied Thermodynamics*, Vol 5 (n° 3), sept., p. 101-107, <http://theorie.physik.uni-wuerzburg.de/TP1/kuemmel/IJAT.pdf>.
 - Marx K. [1968], *Le Capital, Livre III*, 1894, in *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome II.
 - Marx K. [1968], « Notes critiques sur le *Traité d'économie politique* d'Adolph Wagner », 1880, in *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome 2, p. 1550.
 - Orléan A. [1999], *Le pouvoir de la finance*, Paris, O. Jacob.
 - Orléan A. [2004], « Efficience, finance comportementale et convention : une synthèse théorique », in Conseil d'analyse économique, *Les crises financières*, Rapport de Boyer R., Dehove M., Plihon D., Paris, La Documentation française, p. 241-270.
 - Orléan A. [2006], « Monnaie, séparation marchande et rapport salarial », in Lordon F.(éd.) [2008], *Conflits et pouvoirs dans les institutions du capitalisme*, Paris, Presses de la Fondation des sciences politiques, p. 55-87, <http://www.pse.ens.fr/orlean/depot/publi/Monnaie0612.pdf>.
 - Orléan A. [2009], « De l'euphorie à la panique : penser la crise financière », CEPREMAP, Paris, Éditions Rue d'Ulm, Presses de l'ENS.
 - Parisot C. [2009], « Table ronde : Réformer le capitalisme financier », *Revue de l'OFCE*, « La crise du capitalisme financier », n° 110, p. 431-442.
 - Romer P.M. [1986], « Increasing returns and long run growth », *Journal of Political Economy*, vol. 94, p. 1002-1037.
 - Roubine I. [2009], *Essais sur la théorie de la valeur de Marx*, 1928, Paris, Syllepse.
 - Solow R. [1956], « A Contribution to the Theory of Economic Growth », *Quarterly Journal of Economics*, vol. 70, p. 65-94.
 - Stiglitz J. [1974], « Growth with exhaustible natural resources : efficient and optimalgrowth paths », *Review of Economic Studies*, Symposium on the Economics of Exhaustible Resources, Edinburgh, Longman Group Limited, vol. 41, p. 123-137.